



REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
SUR LA NEUTRALITE DE L'INTERNET ET DES RESEAUX

Juillet 2010

A l'attention de :

L'Autorité de Régulation
des Communications Electroniques et des Postes
7, Square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15

cp_neutralite@arcep.fr

I - Contexte et enjeux

- a) Définitions et problématique générale
- b) La « Net neutrality » : un débat mondial
- c) Les instances chargées en France de la régulation des réseaux et de l'internet
- d) L'environnement juridique
- e) Les pratiques avérées ou potentielles

Questions

N°1) l'Autorité invite les acteurs à commenter les définitions qu'elle propose

N°2) l'Autorité invite les acteurs à commenter sa présentation du contexte et des enjeux relatifs à la neutralité de l'internet et des réseaux

Pas de remarques particulières.

II - Neutralité des réseaux d'accès à l'internet

- a) Description des axes principaux de la démarche
- b) L'accès à l'internet

b.1) L'ouverture et la neutralité d'accès

1^{ère} orientation

Pour proposer un « accès à l'internet », l'Autorité recommande que le FAI soit tenu, dans le respect des dispositions législatives en vigueur, d'offrir à l'utilisateur final la possibilité :

- d'envoyer et de recevoir le contenu de son choix ;
- d'utiliser les services ou faire fonctionner les applications de son choix ;
- de connecter le matériel et d'utiliser les programmes de son choix, dès lors qu'ils ne nuisent pas au réseau.

b.2) L'encadrement des mécanismes de gestion de trafic

2^{ème} orientation

L'Autorité recommande que les pratiques de gestion de trafic mises en place par les FAI pour assurer l'accès à l'internet demeurent exceptionnelles et respectent les principes généraux de pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et non discrimination.

b.3) Le niveau de qualité de service de l'« accès à l'internet »

3^{ème} orientation

Un accès à l'internet doit présenter une qualité de service suffisante et transparente.

Afin de la garantir, l'Autorité lance des travaux sectoriels de qualification des paramètres minimaux de la qualité de service de l'accès à l'internet et travaille à la mise en place d'indicateurs spécifiques.

- c) Les services gérés

4^{ème} orientation

Afin de préserver la capacité d'innovation de l'ensemble des acteurs, tout opérateur doit disposer de **la possibilité de proposer des « services gérés »**, aussi bien vis-à-vis des utilisateurs finals que des prestataires de services de la société de l'information (PSI), dans le respect du droit de la concurrence et des règles sectorielles spécifiques, et sous réserve que ces services gérés ne dégradent pas la qualité de l'accès à l'internet.

d) Les conditions de l'équilibre entre accès à l'internet et services gérés

d.1) Le rôle clé de la concurrence

d.2) Le suivi du marché de l'interconnexion de données

5^{ème} orientation

Afin de lever l'opacité existant sur les marchés de l'interconnexion de données et disposer des informations utiles au bon exercice des pouvoirs dont elle dispose, l'Autorité adoptera rapidement une décision de collecte périodique d'informations sur ces marchés.

Dans un second temps, notamment sur la base de ces informations, l'Autorité appréciera s'il y a lieu de mettre en œuvre une régulation de ces marchés.

d.3) La transparence accrue vis-à-vis des utilisateurs finals

6^{ème} orientation (1er volet)

Les FAI doivent fournir à l'utilisateur final des informations claires, précises et pertinentes relatives aux services et applications accessibles *via* leurs offres de données, aux pratiques de gestion de trafic mises en œuvre sur leurs réseaux, à la qualité de service de ces offres et à leurs limitations éventuelles. C'est ainsi, par exemple, que les termes « internet » et « illimité » ne doivent être employés que si les conditions définies au II.a et ci-après sont remplies.

En outre, l'Autorité engage une démarche visant à ce que les FAI publient périodiquement, des indicateurs de qualité de service de détail spécifiques aux services de données.

6^{ème} orientation (2ème volet)

L'Autorité recommande à ce titre que :

- dans le cas d'offres d'accès partiel aux services disponibles sur l'internet, via le blocage (en dehors du cadre des obligations réglementaires) de certains services, sites web ou protocoles, comme c'est généralement le cas sur les réseaux mobiles aujourd'hui, les opérateurs ne puissent pas qualifier ces offres d'« accès à l'internet », afin de ne pas induire en erreur l'utilisateur final ; seule une offre présentant l'ensemble des caractéristiques de l'« accès à l'internet » (cf. supra) peut se prévaloir de cette terminologie ;
- le terme « illimité » ne puisse être utilisé pour des offres de services incluant des limitations du type « usage raisonnable » qui les restreindraient dans la durée.

6^{ème} orientation (3ème volet)

L'Autorité va compléter ses travaux, en y associant la DGCCRF et les associations de consommateurs :

- afin de définir, avec les principaux FAI et les associations qui les représentent, de bonnes pratiques communes en ce qui concerne **les clauses d'« usage raisonnable »** pour les situations dans lesquelles elles sont pertinentes ;
- afin de **faire publier périodiquement par les FAI des indicateurs de qualité de service** de détail spécifiques aux services de données, notamment pour l'« accès à l'internet », tant sur le fixe que sur le mobile ;

Questions

N°3) l'Autorité invite les acteurs à commenter son approche générale des conditions de l'accès à l'internet

N°4) l'Autorité invite les acteurs à commenter les six orientations proposées

TF1 est en accord avec les orientations proposées par l'ARCEP. Ci-dessous, quelques remarques supplémentaires concernant des points particuliers abordés dans cette partie.

Concernant les services gérés

Les services gérés des opérateurs FAI disposent d'une qualité de service assurée par l'opérateur FAI (débits, protection des contenus, mode de paiement, référencement...) supérieure à celle des services diffusés via internet. En acheminant des services gérés ou « managés » à destination de leurs abonnés, **les opérateurs FAI disposent ainsi d'un avantage** certain et non neutre vis-à-vis des autres services. Par exemple :

- Les éditeurs de contenus n'ont pas la possibilité d'une diffusion en mode multicast (par exemple pour la reprise du live de TF1 sur tf1.fr, ce qui induit des surcoûts de diffusion importants).
- Les opérateurs mobiles mettent en avant leurs services gérés de TV mobile au détriment des services de TV mobile des éditeurs (comme par exemple, les applications des chaînes TV pour les smartphones). De plus, ils ne partagent pas la valeur créée (facturation à l'abonné) sur la diffusion live des signaux TV repris en 3G.

Concernant le financement des réseaux et le partage de la valeur

Tout d'abord, il est important de noter que **les éditeurs de services payent déjà des coûts importants de diffusion** (infrastructures techniques, coût des contrats avec les opérateurs de CDN et avec les opérateurs de transit du fait notamment de l'impossibilité d'accéder au multicast et de mettre en place un peering avec les FAI...) et souvent, peinent encore à trouver leur modèle économique.

Ensuite, **les FAI bénéficient à la fois des revenus provenant en aval des utilisateurs finaux** (abonnements, services additionnels payants...) **et de précieux accords de peering (échange de trafic) en amont avec les opérateurs de transit** (qui eux même facturent les éditeurs).

Nous pouvons distinguer trois types d'opérateurs de réseaux :

- Les Tier-1 : Ils possèdent leur propre réseau physique. Ils vendent leurs capacités de diffusion (liens de transit) ou échangent du contenu avec d'autres opérateurs (Peering). Un opérateur Tier-1 peut être FAI (Orange) ou même CDN (Level 3).
- Les Tier-2 : Ils peuvent échanger une partie de leur trafic mais surtout achètent du trafic aux Tier-1 afin de le revendre sous forme d'offre de trafic Internet, ou sous forme de CDN (Akamai et Limelight n'ont aucun réseau propre).
- Les Tier-3 : Ils achètent des liens pour accéder à Internet. Ce sont les éditeurs comme TF1.

TF1 ne voit pas de contre-indication à opérer des peering directs auprès des FAI en substitution des peering actuels dès lors qu'ils permettent de réaliser des économies pour les éditeurs. Aujourd'hui, les opérateurs FAI n'offrent pas de peering aux éditeurs de contenus, condamnés à recourir aux CDN coûteux pour assurer leur diffusion vidéo avec une qualité de service moindre.

Enfin, tel que rappelé dans la consultation, **les éditeurs de services permettent aux FAI d'attirer les consommateurs et de créer de la valeur** par les coûts que les utilisateurs finaux sont prêts à payer pour avoir accès à ces services. Il semble dès lors légitime que les opérateurs FAI construisent leurs offres d'accès à internet, **selon les usages des consommateurs, leurs besoins en financement des réseaux et leur stratégie de recrutement d'abonnés** : forfaits à prix unique, tarification au volume, ou encore offres d'accès internet diversifiées (dans des conditions transparentes et sans discrimination selon les types de services)...

A cet égard, **les opérateurs télécom ont eux-mêmes opté pour la forfaitisation** de l'accès internet haut débit :

- On ne peut dès lors exiger des éditeurs, de compenser cette politique tarifaire de forfaitisation sans rémunération des usages alors que cette politique a été poussée par les opérateurs FAI ;

- Dès lors que les usages augmentent (en même temps que les tarifs d'abonnement diminuent ou restent stables à qualité de service supérieure), on ne peut exiger un financement par les éditeurs de contenus en substitution du financement par les consommateurs.

III - Autres dimensions de la neutralité

a) Neutralité et concurrence

- a.1) Les problématiques liées aux exclusivités
- a.2) Les problématiques liées à la « neutralité des terminaux »
- a.3) La situation concurrentielle des marchés des moteurs de recherche et de la publicité en ligne

b) Neutralité et contenus

- b.1) Le régime spécifique s'appliquant aux services de communication audiovisuelle
- b.2) Le régime s'appliquant à l'ensemble des contenus

c) Neutralité et enjeux internationaux

Question

N°5) L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse relative aux autres dimensions de la neutralité.

1. Régime spécifique aux SMA

La partie « Neutralité et contenus » de la présente consultation, rappelle brièvement qu'il existe un régime propre aux services de médias audiovisuels (SMA) qui ne s'applique aucunement au média internet.

Il est important de prendre la mesure de l'ampleur des obligations reposant sur le média TV. Les éditeurs TV sont soumis à des obligations d'investissement et à des taxes sur leur chiffre d'affaires pour financer la création, et à toute une série de règles encadrant la diffusion de leurs programmes. A titre d'exemple, sont listées ci-dessous, de façon non exhaustive, quelques unes des principales obligations reposant aujourd'hui sur TF1 :

- **Obligations de financement** (en pourcentage de CA publicitaire)
 - 3,2% sur les œuvres cinématographiques européennes dont 2,5% pour les œuvres d'expression originale françaises (EOF)
 - Le Groupe TF1 a ainsi investi **48 M€** en 2009 dans la production cinématographique au titre de ses obligations.
 - 12,5% pour les œuvres patrimoniales EOF
 - Le Groupe TF1 a ainsi investi **179 M€** en 2009 dans la production audiovisuelle patrimoniale dont 9,5 M€ pour les dessins animés.
- **Taxes sur le chiffre d'affaires** (en pourcentage de CA publicitaire)
 - 5,7% de taxe pour le COSIP du CNC
 - 4% environ de taxes pour les sociétés d'auteurs (SACD, SACEM...)
 - Taxe pour le financement de l'audiovisuel public
 - Le montant de ces taxes pour TF1 s'élèvent à près de **142 M€** en 2009 (dont 55 M€ pour le CNC et 78 M€ pour les sociétés d'auteurs).

- **Obligations éditoriales, obligations de diffusion**
 - 90h d'œuvres patrimoniales EOF en prime time
 - 60% d'œuvres audiovisuelles européennes sur la journée et sur les heures de grande écoute et 40% d'œuvres audiovisuelles d'expression originale française sur la journée et sur les heures de grande écoute
 - Interdiction de diffuser des films du vendredi soir au dimanche fin d'après-midi
 - Règles liées à la protection de l'enfance (horaire de diffusion, signalétique jeunesse...)
 - Indépendance et contrôle de l'information
 - Obligations de diffusion de programmes jeunesse, de programmes d'information
 - Obligations sur le sous-titrage à destination des sourds et malentendants
- **Publicité réglementée**
 - Secteurs interdits ou restreints
 - Pas de décrochages régionaux ou personnalisations
- **Strict respect des obligations et de la chaîne de valeur audiovisuelle**
 - Contenus achetés pour une durée de droit limitée, paiement des ayants droit, financement de la production française, aucun piratage
 - Contrôle de l'information, contrôle des contenus diffusés afin de respecter les règles éthiques et notamment le respect de la dignité humaine

Les médias traditionnels sont clairement en concurrence avec le média internet. La neutralité des réseaux et de l'internet devrait impliquer **une réglementation équitable** entre les éditeurs selon les réseaux ou médias dont ils sont issus, que ce soit internet ou les « médias historiques » de la TV, la radio, la presse... **L'asymétrie de la réglementation en faveur du média internet n'a pas lieu d'être :**

- ⇒ **Pourquoi taxer et imposer des obligations d'investissements aux médias historiques et non aux nouveaux médias ? Pourquoi avoir une réglementation discriminatoire selon les médias ?**
- ⇒ **TF1 estime que la neutralité des réseaux implique l'équité des règles reposant sur les éditeurs issus des différents réseaux et médias**

2. Régime spécifique aux SMAD

La consultation rappelle que la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle, a introduit la notion de services de médias audiovisuels à la demande (SMAD) et a étendu les compétences du CSA aux SMAD. Il est toutefois important de noter que sont exclus de la définition des SMAD les services :

- Ne relevant pas d'une activité économique,
- Dont le contenu audiovisuel est secondaire,
- **Fournissant et diffusant du contenu créé par des utilisateurs privés dans le cadre de communautés d'intérêts,**
- Assurant le seul stockage de signaux audiovisuels fournis par des destinataires de ces services,
- Dont le contenu audiovisuel est sélectionné et organisé sous le contrôle d'un tiers.

Des acteurs majeurs de l'internet diffusant des contenus et générant des chiffres d'affaires conséquents (tels que YouTube, Dailymotion, Megavideo...) ne sont aucunement soumis aux dispositions relatives au « SMAD ». A l'inverse, des services comme TF1 Vision (exploitation VOD du groupe TF1) ou la encore la télévision de rattrapage de TF1, y seraient soumis.

A l'asymétrie de la réglementation entre les différents médias exposée ci-avant, s'ajouterait une iniquité réglementaire entre nouveaux médias issus de « médias historiques » et éditeurs internet « Pure Player ».

Ainsi, les Pouvoirs publics ont soumis à consultation un projet de décret qui prévoit d'appliquer aux services de VOD, des obligations d'investissements très lourds dans la production cinématographiques (à l'image des obligations reposant sur les chaînes de télévision) et la production audiovisuelle. Un service tel que TF1 Vision serait soumis à ces obligations, alors qu'un service comme iTunes d'Apple, qui commercialise des contenus audiovisuels, ou YouTube qui offre un service de FVOD (Free VOD) ou AVOD (Advertising VOD) ne le seraient pas.

De plus, au terme de ses nouvelles obligations, le pourcentage de commande obligatoire de TF1 en matière de production audiovisuelle sera calculé sur le chiffre d'affaires de la chaîne mais également celui de la catch-up (ou Télévision de Rattrapage) de TF1. Le CA publicitaire de TF1.fr sera ainsi soumis à des obligations à l'inverse du CA publicitaire de YouTube ou Dailymotion.

Ces exemples permettent de démontrer le caractère handicapant de la réglementation française en particulier pour les acteurs nationaux, face à des acteurs internationaux de poids.

- ⇒ **Pourquoi élargir les obligations des acteurs issus des médias historiques aux SMAD qu'ils souhaitent développer, tout en laissant indemnes de toute obligation des services « Pure Player » de l'internet ?**
- ⇒ **Pourquoi pénaliser les acteurs médias français face aux acteurs internationaux dominants de l'internet ?**
- ⇒ **TF1 souhaite la Net neutralité ou la Net équité des règles reposant sur les éditeurs de l'internet.**

3. Les terminaux connectés

La consultation souligne les problématiques liées aux terminaux, en particulier les téléviseurs connectés. L'asymétrie des obligations reposant sur les acteurs issus des médias historiques et sur acteurs issus des nouveaux médias d'autre part, injustement tolérée, ne peut plus être écartée des débats **à l'heure de la convergence des médias** :

- Les TV connectées (ou autres équipements connectés à internet et reliés au téléviseur) illustrent parfaitement la concurrence directe entre les services TV et les services internet. Aujourd'hui, **sur le même équipement, des chaînes TV soumises à une forte réglementation comme TF1, sont en concurrence avec des services internet connectés reçus en « Over The Top » (OTT) bénéficiant d'une réglementation avantageuse.** Ci-après, un exemple en photos de service connecté (YouTube) accessible directement sur une télévision.



Photos prises le 27/04/2010 : YouTube sur une TV connectée, proposant (en premier choix) un contenu pirate, correspondant à un programme produit par TF1 Production et diffusé par TF1 quelques jours plus tôt.

- De même, les PC, Smartphones et autres récepteurs nomades sont aujourd'hui des équipements de réception TV et internet à la fois.

- ⇒ **L'asymétrie de la réglementation en faveur des services internet « Pure Player » n'a pas lieu d'être et se justifie d'autant moins à l'heure de la convergence des médias.**

4. Régimes de droits communs applicables aux activités sur l'internet

Après avoir rappelé qu'il y avait des régimes spécifiques aux SMA et au SMAD, la consultation souligne que les autres services audiovisuels ne se trouvent pas pour autant dans un espace de non droit :

- Ils sont soumis à des régimes de droit commun applicables aux activités de l'internet
- Ils sont soumis à des régimes spécifiques aux activités des réseaux et de l'internet.

Parmi les principes de droits communs à respecter, peuvent être cités :

- La liberté d'expression et de communication,
- La protection de la vie privée,
- La préservation de l'ordre public,
- L'exclusion des agissements illicites : contrefaçon, piratage des œuvres protégées par les droits de propriété intellectuelle, diffusion de contenus pédopornographique.

Les régimes de droits communs s'appliquent aussi bien aux médias traditionnels (tel qu'au média TV et à des acteurs comme TF1) qu'aux nouveaux médias (en particulier au média internet et à des acteurs comme YouTube).

Toutefois, dans la pratique, si TF1 ne diffuse aucun contenu piraté sur son antenne, YouTube en diffuse tous les jours. Alors qu'un média traditionnel comme la TV respecte strictement les principes énoncés plus haut, il est forcé de constater qu'avec internet, se sont développés massivement des usages illicites, en particulier le piratage d'œuvres protégées par des droits d'auteurs.

Les dispositifs spécifiques aux activités d'internet évoqués par la consultation, sont mis en place justement pour lutter contre ces agissements illicites qui n'existent pas ou qui sont déjà largement encadrés sur les autres réseaux. Par ailleurs, ces dispositifs sont le plus souvent insuffisants et ne compensent nullement le déséquilibre entre les médias historiques et les nouveaux médias. Ci-après, TF1 rappelle l'importance pour l'économie des médias de lutter plus efficacement contre le piratage, et propose plusieurs pistes de réflexion à ce sujet.

5. Lutte contre le piratage

La lutte contre le piratage est essentielle au bon équilibre économique du secteur audiovisuel. Ce dernier objectif doit constituer une priorité car il est le seul à permettre l'émergence d'un écosystème neutre dans lequel s'opère une compétition d'offres de contenus légales au profit de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur audiovisuelle.

- ⇒ **Le piratage ne devrait pas être plus toléré sur internet que sur les autres réseaux. Pourtant nombre de sites connus pour diffuser des contenus piratés continuent aujourd'hui de se développer grâce au piratage. Il s'agit d'un usage de l'internet prioritaire à gérer car illicite.**

Ci-après, les quelques pistes de réflexion apportées par TF1 sur le sujet.

- **Réflexion sur le statut des sites de partage**

Le réseau a vu, ces dernières années, ses capacités occupées dans des proportions non négligeables du fait de la consultation par les internautes de vidéos.

Un grand nombre de ces contenus, mis en ligne par des internautes sur des sites de partage, l'ont été et le sont encore en violation des droits de propriété intellectuelle qui s'y attachent.

Dans le même temps, les titulaires de ces droits de propriété intellectuelle sur ces contenus et leurs ayant droits ont vu se dresser sur leur route nombre d'obstacles, lorsqu'il s'est agi d'interdire ce type d'exploitations ou de réparer le préjudice subi du fait de cette exploitation sans droit ; en effet, les sites concernés se sont abrités derrière la qualité d'hébergeur, telle qu'organisée dans la loi du 21 juin 2004 sur la confiance en l'économie numérique, pour échapper à pratiquement toute responsabilité et sanction et la majeure partie de la jurisprudence leur a été jusqu'alors plutôt favorable.

Or, à l'origine, lorsque le statut juridique des hébergeurs a été consolidé par la loi du 21 juin 2004 précitée les plateformes de partage de vidéos, telles que Youtube (qui a vu le jour en février 2005) ou Dailymotion n'existaient pas encore !

Le législateur avait donc organisé les choses et distinguer entre « éditeurs » et « hébergeurs » à partir de ce qu'il connaissait, de ce qu'il avait sous les yeux ; il avait ainsi entendu appréhender à l'époque des prestataires qui proposaient de simples activités techniques et de stockage, raison pour laquelle il a accordé à ces « hébergeurs » un régime de responsabilité allégée.

Les sites de partage ont tiré parti de ce cadre particulièrement favorable, qui aurait du être réservé à des activités purement techniques, pour se développer de façon exponentielle sans limites, ni contraintes, occupant toujours plus de bande passante, aux dépens des opérateurs de l'internet ayant le statut d'éditeur, comme par exemple les sites des chaînes de télévision qui ont proposé progressivement de plus en plus des contenus audiovisuels, mais qui agissaient en respectant le cadre légal avec les contraintes que cela impose : ces opérateurs ont donc été doublement pénalisés.

Il y a donc probablement une réflexion à mener sur une plus juste adéquation entre l'activité réellement menée et le régime de responsabilité qu'on lui associe, pour éviter que des comportements de type déloyaux et parasites ne se pérennisent.

L'arrêt rendu le 14 janvier 2010 par la 1ère Chambre civile de la Cour de Cassation apporte sa pierre à l'édifice en revenant à une conception plus rigoureuse des activités de l'internet.

La Cour considère, en effet, à cette occasion, que dans la mesure où, par exemple, le prestataire ne se limite pas à proposer des services techniques et/ou de stockage et met, par exemple, à disposition de tiers de l'espace publicitaire sur des pages où les internautes peuvent stocker des données personnelles, il ne peut se prévaloir du régime de responsabilité allégée de l'hébergeur.

- **Contrôle des contenus diffusés**

Lorsqu'un détenteur de droits ou un éditeur comme TF1, constate qu'un de ses contenus est diffusé illégalement sur un site de streaming, il peut en demander le déréférencement. Ce contrôle a posteriori, bien qu'utile, est loin d'être satisfaisant :

- Tout d'abord, parce qu'il représente des surcoûts et une surcharge de veille sur les sites de streaming à la charge de l'acteur subissant le préjudice,
- Ensuite, parce qu'entre la publication du contenu piraté et son déréférencement effectif, le contenu aura eu le temps d'être visionné un grand nombre de fois parasitant ainsi les exploitations légales, notamment la catch-up (ou télévision de rattrapage) qui est, de surcroît, surtout consommée dans les jours qui suivent la diffusion TV. L'exemple de contenu piraté sur la photo ci-dessous était ainsi classé n°1 dans les rubriques du site YouTube « le plus regardé », « le mieux classé », « vidéos montantes » et « les préférés ».

Pourtant, ces sites de partage de vidéos contrôlent déjà les contenus dès leur publication (modération a priori) lorsque ceux-ci nuisent à leur image : contenus violents, incitant à la haine raciale, pornographiques ou pédophiles. **Ces pratiques de contrôle du**

contenu avant publication devraient s'étendre aux contenus piratés. Certains contenus sont clairement identifiables comme étant des contenus piratés. Par exemple, la présence d'un logo TV sur le contenu indique que le contenu a été piraté à partir d'une chaîne.

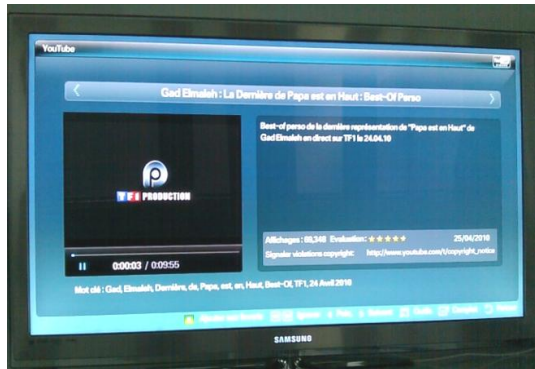


Photo prise le 27/04/2010 : YouTube sur un téléviseur connecté diffusant un contenu piraté (même exemple que plus haut).

Les premières secondes du contenu font clairement apparaître le logo de TF1 Production.

Enfin, des solutions de fingerprinting ont été développées afin de détecter les contenus piratés à partir des chaînes. TF1 et d'autres éditeurs de télévision, ont ainsi adopté le procédé de fingerprinting de l'INA : les hébergeurs de contenus adoptant cette solution (Dailymotion, Wat, Kewego) filtrent les contenus piratés à partir des flux des chaînes concernées, empêchant leur diffusion. Bien que considéré comme fiables, les solutions de fingerprinting conservent dans la pratique, certaines limites :

- Sur les événements diffusés en direct (le chargement « upload » pirate étant plus rapide que le temps de calcul des signatures, le piratage est avéré puisque les plateformes ne sont tenues au calcul de signature uniquement au moment de « l'upload »),
- Sur le catalogue de contenus antérieur à la mise en place des outils de fingerprinting (qui, pour la même raison, n'a pas été traité),
- Sur leur non-interopérabilité, entraînant un coût de process à la charge des éditeurs de contenus (YouTube propose par exemple sa propre solution et est non compatible avec le fingerprinting INA).

De plus, certains services de partage vidéo (comme YouTube) exigent des conditions, pour l'utilisation des outils de déréférencement de contenus sur leur plateforme, visant à imposer soit l'existence d'un accord commercial pour leur utilisation, soit la reconnaissance de clause juridique les adoubant.

Les limites signalées montrent que les pratiques dépassent souvent les mesures envisagées. Il est donc important que les mesures mises en place pour lutter contre le piratage, soient régulièrement reconsidérées afin d'évoluer et de s'améliorer selon les dérives réelles constatées.

- **Lutte contre le piratage en Peer to Peer, mais aussi en streaming et en téléchargement direct**

En théorie, la loi actuelle est rédigée pour permettre la lutte contre l'ensemble des exploitations illégales sous toutes ses formes (Peer to Peer, streaming, téléchargement direct...). Il convient de rappeler que l'HADOPI, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif préventif de réponse graduée résultant de la loi du 12 juin 2009, loi que le groupe TF1 a toujours soutenue, devrait a priori concentrer ses efforts sur le piratage d'une centaine de titres - principalement des films cinématographiques - réalisé via le Peer to Peer ; en revanche, le streaming devrait rester en dehors du champ d'intervention de l'HADOPI. Or, le streaming constitue un vecteur privilégié du piratage de masse d'un nombre important de contenus audiovisuels également disponibles parallèlement et légalement sur le site tf1.fr ou sur TF1 Vision.

En effet, après avoir été pendant longtemps le fait d'internautes plus ou moins avertis utilisant des technologies du type Peer to Peer, le piratage est malheureusement aujourd'hui à la portée de tous grâce au procédé du streaming et facilité par des plateformes d'échange de vidéos, tel que Youtube ou Megavideo, qui permettent un piratage de masse des contenus. **Le transfert d'usages pirates Peer to Peer vers le streaming mais également vers le téléchargement direct**, est automatique chez la plupart des pirates actuels.

Ces formes de piratages alternatives ne seront malheureusement pas endiguées par l'HADOPI telle que dans sa forme actuelle. **Il est alors impératif d'élargir le périmètre d'action de l'HADOPI et d'adapter au plus vite l'outil actuel pour qu'il réponde à l'ensemble des formes de piratage.**

6. Partage de la valeur et financement des contenus et des médias

Tel qu'exprimé ci-dessus, **la lutte contre le piratage est une condition indispensable** au développement des offres légales et en conséquence à l'émergence d'**un cercle vertueux de rémunération des contenus**. Sans cela, il y a **destruction de valeur** et distorsion de concurrence entre services licites et illicites.

Internet comme les autres réseaux, devrait pourtant contribuer positivement au financement des contenus et des médias. Certains gros acteurs de l'internet agrègent des contenus via leurs services et dégagent ainsi des revenus importants (publicité, commission sur les ventes...) grâce aux contenus sans participer à leur financement ; par exemple :

- Services d'agrégation d'articles d'information (Google News)
 - Création de CA publicitaires (affichage et liens sponsorisés)
 - Non-rémunération de la presse, aucun emploi de journaliste
- Plateformes de diffusion de contenus (YouTube, Dailymotion)
 - Création de CA publicitaires
 - Pas de taxe sur le CA publicitaire, pas d'obligation d'investissement dans la création
- Plateformes de distribution de musiques et autres contenus audiovisuels (iTunes d'Apple)
 - Commission sur les ventes
 - Pas d'investissement dans l'industrie musicale ou audiovisuelle

Ces gros acteurs de l'internet devraient participer au financement des contenus et des médias par l'achat de droits, par la rémunération des auteurs, par des taxes similaires aux taxes reposant sur les autres médias et par l'éradication réelle du piratage.

TF1 participe largement au financement du secteur audiovisuel, de par ses achats de droits et ses commandes de production, et de par les taxes et obligations annuelles d'investissements reposant sur son chiffre d'affaires comme il a été précisé précédemment dans la présente réponse.

Si la neutralité des réseaux et de l'internet pose la question du financement des réseaux, elle pose également la question du financement des contenus.

- ⇒ **Alors que les autres médias financent la création des contenus, les services d'agrégation de contenus sur internet détournent une partie de la valeur sans financer la création. Une partie de la valeur captée devrait financer les contenus et l'économie des médias.**
- ⇒ **L'exploitation des contenus sur internet, comme pour les autres réseaux, doit respecter l'économie des médias :**
 - **Eradication du piratage,**
 - **Achat des droits des contenus exploités, rémunération des droits d'auteurs,**
 - **Taxes et obligations sur les revenus équivalentes à celles reposant sur les autres médias.**